

LES MASSACRES DE CIVILS PALESTINIENS PAR L'OCCUPANT ISRAËLIEN SE POURSUIVENT À GHAZA

Horreur sans limites



■ Le ministère palestinien de la Santé a annoncé, hier, que le nombre des martyrs s'est élevé à 12 415 et celui des blessés à environ 32 500, depuis le début de l'agression sioniste contre le peuple palestinien. LIRE NOS ARTICLES EN PAGES 2 ET 3

MONDIAL 2026 (GROUPE G). MOZAMBIQUE 0 – ALGÉRIE 2

RÉACTION SALUTAIRE ET CONVAINCANTE DES VERTS

■ La sélection nationale a bien réagi après sa première sortie, pour le moins moyenne, face à la Somalie en allant s'imposer à Maputo face au Mozambique sur le score de 2 à 0, pour le compte de la deuxième journée du groupe G.

LIRE L'ARTICLE DE SLIMANE M. EN PAGES CENTRALES



ÉCONOMIE MONDIALE

Risque de ralentissement de la croissance en 2024

LIRE L'ARTICLE DE N. BOUARICHA EN PAGE 5

MIGRANTS EN LIBYE

Dbeiba cède aux pressions européennes

■ Une conférence sur la migration légale est prévue à Tripoli les 27 et 28 novembre, sous la présidence du GUN, avec la participation de l'Italie, l'UE et des pays du Sahel.

LIRE L'ARTICLE DE M. SELLAMI EN PAGE 14

8e salon international du plastique, de l'impression et de l'emballage



www.plastalger.com



www.printpackalger.com

Réservez votre meilleur emplacement de stand dès maintenant !

04 au 06 mars 2024

Palais des Expositions d'Alger - SAFEX
Contact : 0557 694 140

ALORS QUE LES YEUX DU MONDE SONT ACCAPARÉS PAR LA TRAGÉDIE DE GHAZA

LA CISJORDANIE SUR UN VOLCAN

● Les territoires déjà exsangues et tendus de Cisjordanie, avant la déflagration du 7 octobre, sont depuis cette date soumis à un harcèlement sécuritaire, qui est allé en s'aggravant durant les dernières semaines.

Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a tenu jeudi dernier à «sonner l'alarme la plus forte possible» concernant la situation en Cisjordanie occupée. Volker Türk s'exprimait devant les journalistes à l'issue d'une visite effectuée au poste-frontière de Rafah (séparant l'Égypte de la Bande de Ghaza), et devant le mener également à Amman, en Jordanie, et à Tel-Aviv. Cette dernière étape restait jusqu'à hier hypothétique et attendant l'aval du gouvernement israélien. «Nous ne voyons pas d'intérêt à la visite du chargé des droits de l'homme à l'ONU», avait, il y a quelques jours, dédaigneusement commenté le cabinet de Benjamin Netanyahu qui, en l'occurrence, n'en est pas à sa première marque d'irrévérence à l'égard des instances onusiennes. «Je suis profondément préoccupé par l'intensification de la violence et la grave discrimination contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est. A mon avis, cela crée une situation potentiellement explosive», a encore développé M. Türk, se référant à des rapports de plus en plus nombreux comportant des «allégations extrêmement graves de violations multiples et sérieuses du droit international humanitaire». L'homme en appelle à la mise en place d'une commission d'enquête internationale pour situer les responsabilités, et en termes de responsabilité l'on devine la partie incriminée derrière la réserve diplomatique. L'horreur sans limites abattue sur Ghaza depuis près d'un mois et demi et son fracas universel voilent des exactions quotidiennes en Cisjordanie qui, chaque jour davantage, poussent les près de 3 millions d'habitants des territoires occupés, et censément gouvernés par l'Autorité palestinienne, dans leurs derniers retranchements. Le gouvernement israélien profite du contexte pour lâcher la bride à ses membres ouvertement suprémacistes pour multiplier les provocations et instaurer de nouveaux faits accomplis territoriaux. Il faut juste rappeler que l'un des principaux motifs invoqués par les brigades d'Al Qassam, en menant leurs attaques du 7 octobre dernier, a été les «profanations» répétées des ministres d'extrême droite israélienne contre l'Esplanade des mosquées à El Qods. La situation confirme, si besoin, que Tel-Aviv ne déclare pas la guerre seulement au Hamas et

ses combattants, ni même seulement à la population de Ghaza, coupable à ses yeux de soutien populaire au Mouvement, mais à tout le peuple palestinien et ses aspirations tenaces à la souveraineté. Les territoires déjà exsangues et tendus de Cisjordanie avant la déflagration du 7 octobre sont depuis cette date soumis à une pression sécuritaire qui est allée en s'aggravant durant ces dernières semaines. Incursions militaires dans les camps de réfugiés, de jour comme de nuit, rafles brutales et tirs sans sommation au moindre jet de pierre ou manifestation de colère... sont le lot quotidien des Palestiniens. Selon un bilan de la petite administration qui tient lieu de ministère palestinien de la Santé, plus de 200 jeunes ont été tués depuis un mois. La situation est en train de virer à la confrontation armée depuis des jours, bien entendu suivant le même acharnement disproportionné et indiscriminé de la machine de guerre israélienne. Hier encore, des incursions nocturnes ont été menées dans des villes et camps de réfugiés durant lesquelles deux Palestiniens ont été tués à Jenine, et plus au sud dans la région de Bethleem.

LES COLONS EN ESCADRONS DE LA MORT

Deux gamins de 16 et 17 ans ont été par ailleurs blessés par balles, selon le Croissant-Rouge palestinien. La veille, la ville de Naplouse, située au nord du territoire occupé et relativement épargnée jusque-là par les épisodes de tension, s'est réveillée sur une violente frappe aérienne qui a ciblé le camp de réfugiés de Balata et tué 5 combattants du Fatah, mouvement politique de résistance fondé par Yasser Arafat et présidé actuellement par Mahmoud Abbas. L'armée israélienne déclare là aussi avoir «éliminé des terroristes qui préparaient des attaques imminentes contre des civils et cibles militaires israéliens». Les camps de réfugiés de la ville de Jenine, dans ce même territoire en lambeaux du Nord, depuis des semaines en ébullition, avaient subi, il y a une dizaine de jours, des raids d'envergure qui se sont soldés par la mort de 14 Palestiniens, présentés par l'armée israélienne comme des membres de groupes armés s'appêtant à lancer des attaques. Une véritable guerre est menée en Cisjordanie, alors que les yeux horrifiés du monde sont

accaparés par le supplice de Ghaza. Une guerre qui ne fait que monter en intensité, alors que l'Autorité palestinienne, à sa tête le président Mahmoud Abbas, assiste impuissante à ces ultimes coups portés à sa légitimité déjà chancelante et son pouvoir réduit. L'administration palestinienne, coincée dans ses bureaux à Ramallah, interpelle depuis des semaines les instances internationales sur les exactions d'une autre armée d'occupation contre les Palestiniens. Celles de près de 500 000 colons israéliens ayant proliféré en Cisjordanie ces dernières années en toute illégalité, et dont les appétits territoriaux se sont déchaînés depuis environ un mois. Les échos et les rapports de l'ONU font état d'expéditions nocturnes armées contre les bédouins palestiniens pour les mettre en demeure d'abandonner leurs terres sous peine d'être massacrés avec leurs familles. Selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la violence des colons a significativement augmenté depuis un mois pour atteindre le nombre de sept incidents graves par jour, alors que les rapports faisaient état de trois par jour durant l'année. 171 attaques de colons, détaille encore le bureau, ont été circonscrites faisant des victimes parmi les Palestiniens et entraînant des dommages matériels à 115 propriétés, durant les quelques dernières semaines. «Les cas de harcèlement, d'intrusion et d'intimidation ne sont pas inclus dans les rapports, bien qu'ils augmentent eux aussi la pression sur les Palestiniens pour qu'ils quittent leurs terres», précise l'OCHA dans son rapport arrêté au 1^{er} novembre dernier. Se considérant en territoire conquis, les colons décrètent également des restrictions de mouvement aux Palestiniens, en bloquant les routes selon les caprices de leurs appétits d'expansion, allant jusqu'à détériorer les ressources en eau dont dépend l'activité des éleveurs autochtones. Des destructions ont été perpétrées contre 24 structures résidentielles, 40 bâtiments utilisés à des fins agricoles, 67 véhicules et plus de 400 arbres et arbustes, lit-on dans le même rapport. Enfin celui-ci s'inquiète du recours de plus en plus fréquent aux armes à feu. «Le 12 octobre, huit ménages, comptant 51 personnes, ont été déplacés de la communauté d'éleveurs de Shihda WaHamlan à Naplouse, dans le nord

de la Cisjordanie, après que des colons les aient menacés avec une arme, leur disant qu'ils les tueraient et mettraient le feu à leurs tentes pendant la nuit», relate encore l'OCHA.

L'EXTRÊME DROITE SE DÉCHAÎNE

Une dizaine de Palestiniens au moins ont été abattus directement par ces escadrons de la terreur et de la mort. Le document fait une précision de taille : les forces de sécurité israéliennes «ont accompagné ou soutenu activement» les assaillants dans près de 50% des cas.

Rien d'étonnant cependant quand on sait les pulsions et projets du gouvernement israélien dans le contexte. Quelques jours à peine après les attaques du Hamas, le 7 octobre dernier, le sinistre Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale à Tel-Aviv, annonçait la distribution de 10 000 fusils d'assaut en renfort à l'arsenal des colons, appelés désormais à se constituer en «unités civiles de sécurité». Le chef du parti d'extrême droite Force juive, déjà des dizaines de fois condamné pour incitation à la violence, réalise en l'occurrence un fantasme de jeunesse, celui d'éradiquer toute présence palestinienne sur le territoire, de préférence via des tueries à grande échelle.

L'attelage raciste que constitue le gouvernement Netanyahu renferme également d'autres nervis, dont le ministre des Finances, Bezalel Smotrich qui prône la guerre totale à Ghaza comme en Cisjordanie, et l'ultra fondamentaliste Amichay Eliyahu (chargé du patrimoine dans le même exécutif) qui, il ne faut pas l'oublier, pense tout haut que la bombe nucléaire pourrait être une solution au problème de la résistance palestinienne.

Asphyxiées économiquement et socialement et harcelées militairement depuis plusieurs semaines, les populations de Cisjordanie subissent de surcroît la torture morale d'assister impuissantes au massacre des Ghazaouis. Selon un sondage récent de l'université de Bir Zeit, près de 70% des Palestiniens des Territoires occupés applaudissent les attaques du 7 octobre dernier. La région risque à tout moment de craquer et de basculer dans l'action armée, selon de nombreux diplomates et rapports onusiens.

Mourad Slimani

REPÈRE

Par A. Merad

Que serait Israël sans l'Amérique ?

Jamais l'Etat sioniste n'aurait eu autant d'arrogance, autant de liberté de manœuvre et d'action et, bien sûr, autant d'impunité à semer la mort et l'horreur chez les Palestiniens, si derrière lui ne se posait pas comme garant inconditionnel de tous ses actes ignobles la première puissance nucléaire du monde, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique. Rares sont les grands spécialistes des problèmes du Moyen-Orient qui interpellent l'opinion publique mondiale sur cette question de fond : comment se fait-il qu'Israël, petit pays au milieu de nombreux Etats arabes beaucoup plus peuplés et beaucoup plus puissants sur le plan économique, arrive-t-il toujours à avoir une suprématie incontestable sur ses voisins, qu'elle soit de nature militaire ou diplomatique ? Si on remonte le temps aussi loin que possible, cette domination a prévalu sur pratiquement tous les conflits recensés par l'histoire contemporaine, ayant mis en confrontation directe ou indirecte l'entité sioniste et le «monde arabe» dans sa dimension la plus large. Y a-t-il donc une espèce de fatalisme sur la véritable force de l'Etat hébreu qui conduit les Arabes à accepter leur sort sans jamais vouloir remettre en ordre et en leur faveur les équilibres dans la région, en dépit du fait, comme il est dit, que ces derniers disposent d'un potentiel de défense militaire et de domination économique et financière impressionnant et très persuasif, surtout s'il est regroupé dans les impératifs d'une action conjointe ? A priori, si la «grandeur» supposée de l'Etat sioniste est dramatiquement et proportionnellement soulignée d'abord par la faiblesse et le repli des Etats arabes eux-mêmes qui semblent se complaire dans un statut d'infériorité chronique constituant certainement pour eux un élément essentiel de

stabilité et de sécurité réciproques, cet ascendant israélien, rarement démenti de surcroît, n'est en réalité que le produit du rapport d'influence qu'exercent les USA sur cette partie du monde et sur lequel ils n'ont jamais transigé. L'Amérique, leader du «monde libre», défenseur de la démocratie et des droits de l'homme n'a, à aucun moment de l'histoire, caché ses sympathies pour Israël, accompagnées toujours de soutiens sécuritaire et diplomatique indéfectibles, même dans les pires séquences où les extravagances génocidaires de son protégé sont flagrantes et dépassent tout esprit d'entendement humanitaire, comme c'est le cas actuellement à Ghaza, où on assiste aux agissements d'une force bestiale s'acharnant sur des populations désarmées et démunies. Mieux, les USA revendiquent ouvertement et à la face du monde leur statut de «protecteur» de ce rejeton, hier apatride et aujourd'hui présenté comme symbole de la civilisation occidentale implanté sur une terre spoliée, avec ce message en filigrane que toucher à l'intégrité de l'Etat sioniste, c'est toucher à l'Amérique. C'est on ne peut plus clair... et devant le «neutralisme» conjoncturel des autres puissances, cette Amérique, si fière de sa suprématie, ne s'établit aucune limite pour donner un sens encore plus prononcé à son aide multiforme aux Israéliens, comme l'envoi de sa flotte guerrière en Méditerranée, ou l'emploi systématique du veto aux Nations unies contre toute résolution accablant l'Etat sioniste. L'ONU, hémicycle sacré de concertation planétaire auquel les nations doivent respect, retenue et déférence, que son représentant permanent a osé piétiner en insultant le Secrétaire général devant une assemblée qui n'en croyait pas ses yeux. C'est dire l'incroyable assurance dont jouissent les sionistes au plus

haut sommet de la décision. Il faut dire que si l'entité juive a réussi à s'infiltrer dans les rouages politiques, administratifs, financiers et médiatiques de pratiquement toute l'Europe, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par le biais d'une élite intellectuelle et militante qui a su conserver son unité et son efficacité propagandiste et qui, surtout, a su se déployer sur le thème inégalable du monopole de la «victimisation», elle a eu des ramifications insoupçonnables aux Etats-Unis en noyant les grandes institutions du pays et, plus grave encore, en trouvant une confortable place dans le gouvernement. Le secrétaire au Trésor, le secrétaire à la Sécurité intérieure, le procureur général, le directeur général du renseignement, le chef de cabinet de la Maison-Blanche, le secrétaire d'Etat aux Affaires politiques, le responsable de la politique scientifique et technologique, et même le directeur de la fameuse CIA, pour ne citer que ceux-là, sont des personnalités dit-on qui travaillent pour les intérêts de l'entité sioniste. En somme, avant de devenir ce monstre criminel dont les actes contre les Palestiniens ont dépassé de loin ceux pourtant terrifiants du fascisme hitlérien, Israël a d'abord savamment investi les appareils névralgiques à travers le monde (espaces politiques, médias, finances), notamment aux Etats qui lui ont permis de se construire une image mythique de puissance régionale intouchable, celle-là même que le mouvement Hamas a pourtant réussi à dégonfler le 7 octobre dernier par une offensive spectaculaire. Sans l'Amérique, Israël ne serait qu'un petit pays qui ferait toutes les compromissions possibles et imaginables à ses voisins arabes pour quémander une paix à la mesure de sa soumission. On est loin de ce schéma qui ne serait pas tout à fait utopique si les Arabes se réveillent.

LES MASSACRES DE CIVILS À GHAZA PAR L'OCCUPANT ISRAËLIEN SE POURSUIVENT

«ÇA DÉPASSE L'ENTENDEMENT», ALERTE LES NATIONS UNIES

● Selon le haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, au moins trois autres écoles abritant des personnes déplacées ont été attaquées ces dernières 48 heures.

Les crimes commis par l'occupant israélien dans la Bande de Ghaza continuent de susciter l'indignation de la communauté internationale. En effet, le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, affirme que «les événements horribles» survenus ces dernières 48 heures à Ghaza «dépassent l'entendement». «Le meurtre de tant de personnes dans des écoles transformées en abris, des centaines de personnes fuyant l'hôpital Al Shifa pour sauver leurs vies, alors que des milliers d'autres continuent d'être déplacés dans le sud de Ghaza, sont des actions qui vont à l'encontre des protections élémentaires que le droit international doit accorder aux civils», déplore le responsable onusien. L'alerte donnée par M. Türk intervient au lendemain du massacre de 80 Palestiniens lors d'une frappe de l'armée de l'occupation ayant ciblé le camp de réfugiés de Jabaliya, géré par l'ONU. Le commissaire de l'ONU qualifie «d'horribles» les images de cette attaque montrant «un grand nombre de femmes, d'enfants et d'hommes tués ou gravement blessés». Selon Volker Türk, au moins trois autres écoles abritant des personnes déplacées ont été attaquées ces dernières 48 heures. «La douleur, l'effroi et la peur qui se lisent sur les visages des enfants, des femmes et des hommes sont trop difficiles à supporter», dénonce-t-il. Et de lancer : «L'humanité doit passer avant tout.» Le même responsable insiste, dans la foulée, sur «la nécessité absolue d'un cessez-le-feu maintenant». Mais l'occupant n'écoute pas ces appels et ne réagit pas aux alertes. Aveuglé, il poursuit ses attaques contre les civils, faisant, chaque jour, des victimes supplémentaires. Selon l'agence palestinienne Wafa, 14 civils palestiniens sont tombés en martyrs, lors des bombardements israéliens ciblant deux maisons dans le camp de réfugiés d'Al Nuseirat dans la Bande de Ghaza. Les vic-



times ont été touchées, selon la même source, par des raids aériens israéliens ciblant deux maisons, près de l'école de Khaled Ibn Al Walid. «Onze corps des martyrs, dont la plupart des femmes et des enfants, ont été retirés des décombres des maisons bombardées par les avions de guerre israéliens, dans le nord de la Bande de Ghaza», ajoute la même source.

«LA SITUATION POURRAIT EMPIRER»

La poursuite de cette agression, alerte le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence des Nations unies, Martin Griffiths, risque d'aggraver la situation. «Si nous n'agissons pas maintenant,

le conflit pourrait s'étendre à d'autres parties du territoire palestinien occupé et entraîner toute la région dans une conflagration aux conséquences encore plus catastrophiques», met-il en garde, lors d'un exposé par visioconférence, à l'occasion d'une séance informelle de l'Assemblée générale au siège de l'ONU à New York. «De plus, les réserves de nourriture et d'eau sont au plus bas, et faute de carburant, les services essentiels, comme le dessalement de l'eau, disparaissent peu à peu dans toute la Bande de Ghaza», ajoute-t-il. Pour sa part, la Commissaire générale adjointe par intérim de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Natalie Boucly, indique que plus de 60 bâtiments

et écoles de l'UNRWA ont été touchés à Ghaza, outre des hôpitaux, des mosquées, des églises et des boulangeries. «Nous ne pouvons pas protéger pleinement les personnes dans les locaux de l'ONU, sous le drapeau de l'ONU, ni fournir une assistance suffisante à ceux que nous pouvons atteindre», déplore-t-elle.

Cette nouvelle agression israélienne, souligne le directeur du bureau du département de cartographie à la Société des études arabes et membre de la Commission présidentielle des affaires d'El Qods, Khalil Al Tafakji, «n'est que la continuité des crimes de nettoyage ethnique que l'occupation a commencé à exécuter il y a 70 ans». Rappelant les massacres de Tantura et Deir Yassin, Khalil Al Tafakji précise que les «attaques barbares menées actuellement contre les enfants de Ghaza sont une partie des plans visant à vider la région pour concrétiser les projets sionistes dans le secteur». Le responsable palestinien assure, par ailleurs, que «la résistance se poursuivra, en dépit des massacres et rien ne pourra avoir raison du mouvement Hamas qui fait partie du mouvement national palestinien et a une base populaire».

Outre les dénonciations internationales de sa barbarie, l'occupant israélien est aussi rattrapé par ses mensonges. En effet, une enquête de la police israélienne vient de confirmer qu'un hélicoptère militaire israélien «avait ouvert le feu sur des hommes armés palestiniens et touché en même temps des Israéliens participant à un festival, le 7 octobre dernier». Sur le plan politique, le Qatar affirme qu'il ne reste que des obstacles «mineurs» avant un accord sur la libération des otages. «La conclusion d'un accord sur la libération des otages (...) repose désormais sur des questions pratiques mineures», annonce le Premier ministre qatari, sans toutefois fournir de calendrier. **Madjid Makedhi**

LES RESPONSABLES ONUSIENS PARLENT D'UN «ENFER SUR TERRE»

Alors que des dizaines de malades intransportables étaient toujours à l'hôpital Al Shifa à Ghaza, après l'expulsion de milliers de patients, du personnel médical et des déplacés, samedi dernier, le Croissant-Rouge palestinien (CRP) a annoncé, hier après-midi, l'évacuation de 31 bébés prématurés en situation de souffrance respiratoire. Dans un communiqué, diffusé par l'agence Wafa, le CRP a affirmé que ses «ambulanciers ont pu les évacuer et les transporter via ses véhicules vers le Sud, en vue de leur transport vers l'hôpital Emirati Crescent de Rafah, avec la coordination de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'OCHA (Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires). La même journée, l'OMS rendait public le rapport de ses experts autorisés, pour une heure, à évaluer la situation à l'intérieur de cet hôpital qui a vécu des journées d'horreur, avec les bombardements et l'assaut donné par les forces d'occupation à la recherche du QG de Hamas et des otages, jamais retrouvés. Le rapport décrit «une situation désastreuse» qui régnait sur ce complexe médical, un des plus importants à Ghaza, après l'expulsion de la plupart

des patients, les blessés et le personnel médical, forcés «à marcher à pied vers le Sud», sur une distance de 15 km. Il qualifie l'hôpital de «zone de mort» et la situation générale de «désespérée», avant de signaler que l'équipe «a été témoin de signes de bombardements et de tirs israéliens». «Il est choquant de constater qu'une fosse commune a été découverte à l'entrée de l'hôpital, et des rapports indiquent que plus de 80 personnes y auraient été enterrées (...)», lit-on sur le document de deux pages.

«LA SITUATION EST INSUPPORTABLE, CESSEZ LE FEU MAINTENANT!»

L'OMS exprime une «profonde préoccupation quant à la sécurité et aux besoins de santé des patients, des agents de santé et des personnes déplacées dans les hôpitaux restants partiellement fonctionnels du Nord, menacés de fermeture en raison du manque de fournitures essentielles et d'intenses hostilités». Dans un post sur son compte X (anciennement Twitter), le responsable de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, affirme sur son compte X (anciennement Twitter) que l'hôpital Al Shifa «ne pouvait

plus fonctionner : pas d'eau, pas de nourriture, pas d'électricité, pas de carburant et les fournitures médicales étaient épuisées» et d'ajouter que son organisation travaille avec ses partenaires «pour élaborer un plan d'évacuation urgent» et de lancer : «Nous continuons d'appeler à la protection de la santé et des civils. La situation actuelle est insupportable et injustifiable. Cessez-le-feu maintenant !» Durant la même journée, MSF (Médecins sans frontières) annonce qu'un de ses convois «a été délibérément attaqué par les forces d'occupation israéliennes lors de leur évacuation du complexe médical Al Shifa, au centre de la ville de Ghaza». Au même moment, et après de longues semaines d'attente, avec des conséquences désastreuses, notamment dans les hôpitaux, les autorités d'occupation ont autorisé, hier, l'entrée de 120 000 litres de carburant destinés aux opérations humanitaires de l'agence onusienne Unrwa. Cette autorisation ne concerne, cependant, que la moitié des besoins quotidiens minimum, a déclaré, hier, Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'Unrwa, agence des Nations unies chargée des réfugiés de la Palestine au Proche-Orient. Pour

le responsable, «c'est loin d'être suffisant pour répondre aux besoins...» Sans la quantité totale de carburant, a ajouté le responsable, les gens ne disposeront que des deux tiers de leurs besoins quotidiens en eau potable ; de grandes parties de Ghaza continueront d'être inondées par les eaux usées, augmentant encore davantage les risques de maladies ; 70% des déchets solides ne seront pas évacués, ce qui représente un risque majeur pour la santé ; et l'UNRWA sera obligée de gérer un nombre réduit de camions d'aide qui traversent quotidiennement Rafah. L'agence onusienne a été particulièrement éprouvée par l'intensification des raids des forces de l'occupation israéliennes, contre les écoles qu'elle gère et qui servent de refuge aux populations civiles de Ghaza. Ces bombardements ont fait des centaines de morts et beaucoup plus de blessés et de disparus, encore sous les décombres, alors que 192 victimes se comptent parmi son personnel humanitaire. «Nous recevons des images effroyables de dizaines de personnes tuées et blessées, encore une fois, dans une école de l'Unrwa abritant des milliers de déplacés dans le nord de la Bande de Ghaza», avait écrit, samedi dernier, le

chef de l'agence, Philippe Lazzarini, ajoutant : «Ces attaques ne doivent pas devenir monnaie courante, elles doivent cesser. Un cessez-le-feu humanitaire ne peut plus attendre». Pour sa part, Catherine Russell a aussi utilisé son compte X pour fustiger, «une fois de plus, des images horribles d'enfants et de civils tués à Ghaza alors qu'ils s'abritaient dans une école qui doit toujours être protégée». Pour elle, «le carnage doit cesser. La souffrance doit cesser. Ce cauchemar pour les enfants doit cesser maintenant !» Il faut dire que tous les responsables des agences onusiennes ainsi que le secrétaire général de l'ONU n'ont cessé de mettre en garde contre le désastre humanitaire engendré par les bombardements intensifs et ininterrompus d'écoles, d'hôpitaux, des quartiers résidentiels et des camps de déplacés, par l'armée d'occupation israélienne, mettant des centaines de milliers de civils dans une situation de vulnérabilité des plus extrêmes, les exposant ainsi aux maladies, à la soif et à la famine. «S'il y a un enfer sur terre maintenant, c'est bien le nord de Ghaza», avait déclaré sur son compte X, il y a une semaine, Jens Laerke, porte-parole de OCHA. **Salima Tlemçani**